

Lacan Quotidien



N° 821 – Dimanche 24 février 2019 – 09 h 31 [GMT + 1] – lacanquotidien.fr

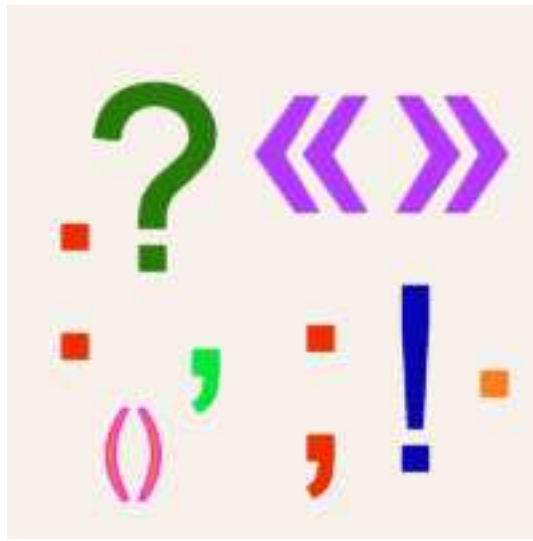


Libido européenne

EN AVANT

L'Europe à l'épreuve de la haine (Partie I) par Éric Laurent

Découvrir le beau et livrer bataille par Milton Hatoum



L'Europe à l'épreuve de la haine (Partie I)

par **Éric Laurent**

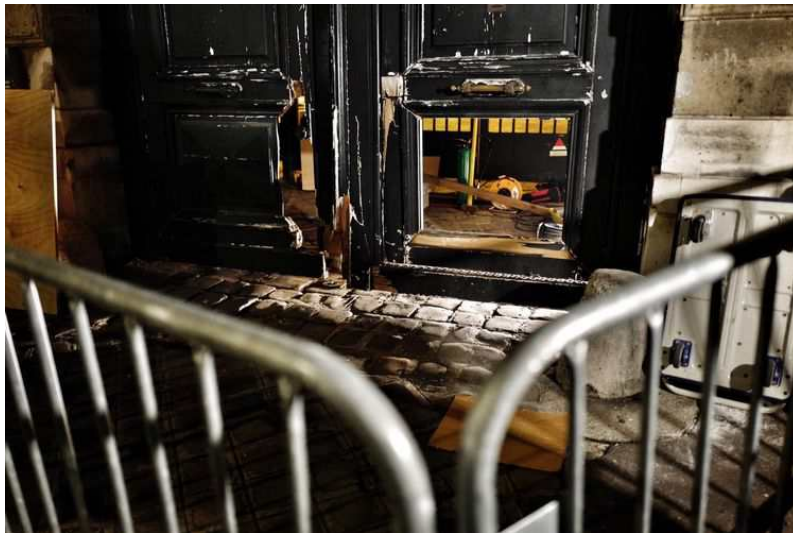
Notre précédent Forum européen a eu lieu à Bruxelles le 1^{er} décembre 2018 sous le titre « Les discours qui tuent ». Ce jour-là, à Paris, l'Acte III du mouvement des gilets jaunes donnait lieu à des scènes de violence et de destruction inédites depuis 1968, portant atteinte non seulement aux biens matériels, mais aussi à des symboles comme l'Arc de Triomphe. Les forces de répression ont répondu avec un arsenal à la hauteur. Au troisième mois de ce mouvement, nous en sommes à 2 000 blessés par grenades et lanceurs de balles de défense, 1 800 condamnations prononcées par la justice et 1 400 personnes en attente de jugement. Les premiers morts sont survenus lors de barrages improvisés, houleux, provoquant des accidents, les conducteurs affolés perdant le contrôle des véhicules. Jusqu'ici, heureusement, aucun décès n'a été causé par l'action directe des forces de l'ordre. Une grenade perdue a cependant mortellement blessé une vieille dame fermant ses fenêtres.

Le 14 février, l'Union européenne (UE) est intervenue dans ce mouvement. Dans une résolution votée par 438 voix pour, 78 contre et 87 abstentions, les députés européens ont « dénoncé le recours à des interventions violentes et disproportionnées de la part des autorités publiques lors de protestations et de manifestations pacifiques ». L'Italie aussi intervient. En interviewant un des gilets jaunes particulièrement virulent à l'occasion du voyage de Luigi Di Maio venu à leur rencontre, la chaîne 7 italienne a contribué à mieux faire connaître les composantes de ce mouvement en France.

De quoi s'agit-il dans le mouvement gilets jaunes ? La référence à l'Europe, sous ses deux faces, d'ange et de bête, comme disait Marco Focchi en introduction de ce forum (1), invite à « ne pas céder à la frénésie de l'analogie, comme si une insurrection ne pouvait en répéter qu'une autre, comme si l'histoire était une suite héroïque ou dramatique de réincarnations » (2). Spécialement dans un pays qui a tendance à confondre son histoire nationale avec l'histoire universelle, parler d'Europe permet de percevoir dans des mouvements européens comparables les « futurs possibles » (3) de cette insurrection. Umberto Eco aimait à citer le mot de Benedetto Croce selon qui « Chaque histoire, si elle est histoire véridique, est une histoire contemporaine » (4). Le contemporain de ces mouvements est incontestablement l'Europe.

Depuis décembre dernier, l'Europe n'a cessé d'être traversée par des mouvements démonstratifs d'une nouveauté et d'une ampleur notoires, à l'Ouest comme à l'Est. Giulia Lami a raison de le souligner : Italie, Andalousie, Hongrie, Pologne, Ukraine... sont liées. Au-delà de la « querelle des interprétations » (5) que suscitent ces mouvements hétérogènes, les commentateurs en soulignent l'un des traits, la violence.

À l'Est, l'assassinat du maire de Gdansk, dimanche 13 janvier, par un déséquilibré qui lui a porté plusieurs coups de couteau, marque un point d'orgue (6). C'est l'occasion de se rappeler qu'une semaine avant le référendum sur le Brexit en 2016, la députée travailliste Jo Cox avait été tuée dans des circonstances semblables. Mais ce « qui est nouveau, c'est cette toile de fond, tissée de détestation, de colère, de rancœur, qui s'étend d'Ouest en Est. On la retrouve en Pologne, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Italie, en Hongrie [...]. On la découvre en France où, lorsqu'ils se retrouvent pour le conseil des ministres, les membres du gouvernement se livrent à un nouveau rituel, celui de comparer le raffinement – ou non – des dernières menaces de mort qui leur ont été adressées » (7).



Un commentateur centriste, aguerri, de la vie politique française souligne bien ce point : « Mai 1968, pour ne prendre que l'exemple le plus célèbre, a été bien plus violent que ce qui se passe aujourd'hui [...]. La nouveauté, la différence, la spécificité de la période actuelle, ce n'est pas la violence, mais c'est la haine et, pire, la haine générale. Car la haine, on la retrouve aussi bien dans les propos méprisants et caricaturaux de ceux qui gouvernent que dans les invectives et les menaces des gilets jaunes qui se déchaînent à travers les réseaux sociaux et se livrent même à une sorte de compétition à qui sera le plus radical, le plus excessif, le plus provocateur... Ici, la banalité de la violence s'efface derrière la virulence de la haine. » (8) Il semble que l'Europe comme institution soit loin des préoccupations de ces mouvements qui s'affirment à l'échelle des États et prennent volontiers une tournure nationaliste dans la dénonciation des gouvernants.

L'UE semble loin de ces passions. Elle pourrait s'en réjouir. Ce serait une erreur. Elle est, en toile de fond, un objet de passion négative présent dans l'histoire et l'actualité de ces manifestations où s'expriment les détestations et la volonté populiste de résister aux élites. Une tentative de liste gilets jaunes déclare : « Nous ne voulons plus subir les décisions des instances européennes et les diktats des castes de financiers et de technocrates, qui ont oublié le principal : l'humain, la solidarité et la planète » (9).

Le rejet de la Constitution européenne par référendum en France et en Hollande, en mai-juin 2005, a été – G. Lami l’a souligné – le départ de la crise de confiance des « peuples » envers les élites européennes et ce, trois ans avant la grande crise des *subprimes*. L’opposition érigée entre le peuple et les élites a un effet ravageant sur la confiance envers ceux qui sont censés gouverner. Et l’UE, par sa bureaucratie, voire ses parlementaires, porte en quelque sorte à son comble l’incarnation d’une élite multinationale (10). En termes psychanalytiques, nous dirions que le rejet populiste des élites atteint, ébranle, le transfert au sujet supposé savoir gouverner qui est au fondement du projet européen.



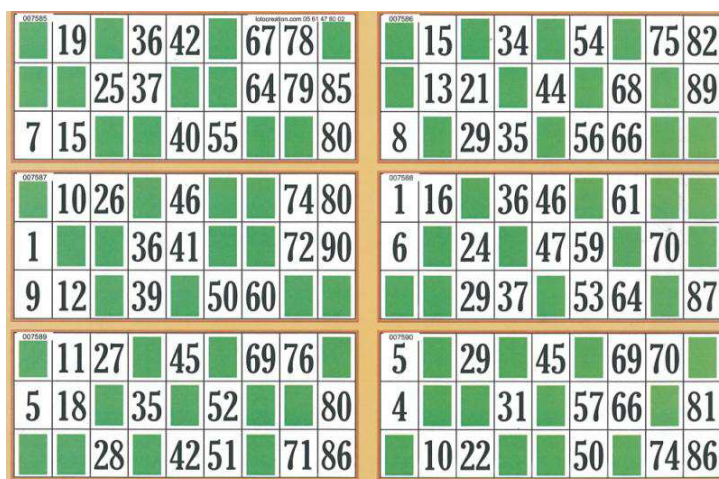
L'Europe a été aimée comme sujet supposé savoir

Paul Valéry, au sortir de la première partie de la grande guerre civile européenne, examinait lucidement ce que voulait encore dire Europe. Il réduisait sa civilisation à une étrange propriété physique : « Les autres parties du monde ont eu des civilisations admirables, des poètes du premier ordre, des constructeurs, et même des savants. Mais aucune partie du monde n’a possédé cette singulière propriété *physique* : le plus intense pouvoir *émisif* uni au plus intense pouvoir *absorbant*. Tout est venu à l’Europe et tout en est venu. Ou presque tout » (11). Ce *presque tout*, c’est essentiellement pour Valéry les mathématiques. Husserl, pourtant mathématicien, mettait à cette première place la philosophie comme discipline critique inventée par l’Occident – comme le notait Vittorio Morfino. Valéry formule d’ailleurs en termes mathématiques sa vision de la *Krisis* : « Je prétendais que l’inégalité si longtemps observée au bénéfice de l’Europe devait par ses propres effets se changer progressivement en inégalité de sens contraire. C’est là ce que je désignais sous le nom ambitieux de théorème fondamental. » (12) Pour compléter Valéry ou Husserl, nous dirions que l’Europe a permis d’inventer la discipline critique des formes de la jouissance qu’est la psychanalyse.

Le mouvement déségrégatif, aperçu *in statu nascendi* par Valéry dans son « théorème fondamental », a permis, à l’issue de la deuxième partie de la grande guerre civile européenne (Seconde Guerre mondiale), la série de mouvements d’émancipation et de décolonisation qui allaient marquer en contrepoint la reconstruction de l’Europe (Trente Glorieuses) et son aboutissement, l’effondrement du mur de Berlin en 1989. Ferruccio Capelli

nous a montré de façon magistrale ces développements, jusqu'à l'effacement technodigital actuel. Pourtant, les citoyens des États-nations de l'Europe sont mécontents ; ils sentent cette union comme un pouvoir *doux et tentaculaire*, qui échappe aux votes démocratiques et veut les contraindre pour leur bien. Ils reprochent à l'UE d'être en fait une sorte d'État à la puissance seconde.

Alexis de Tocqueville, dans un *insight* saisissant, a mis au jour la nécessaire tendance de l'État démocratique à se soucier du bien-être de chacun. « Au-dessus de ceux-là [les individus] s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? » (13) Cette description de l'État-nation démocratique pourrait parfaitement s'appliquer aux griefs que les citoyens des États européens formulent à l'encontre de l'UE.



Ce qui est reproché à l'Europe est une logique d'État émancipée, hors-sol. C'est l'Europe dont parle la langue des anti-Europe que nous a fait entendre Gianfranco Mormino. On en veut à l'Europe de ne pouvoir arrêter cette logique implacable, la bloquer ou la détruire. On a du mal à la quitter – l'exemple du Royaume-Uni en fournit un feuillet pathétique. L'Union demeure, elle est là pour durer, et devient, pour cette raison même, objet de passions d'autant plus fortes.

L'objet européen ne se définit plus seulement par un projet cognitif, il est devenu objet de passions. La transformation a été méconnue tant que c'était l'amour qui accompagnait le transfert des compétences des États à une bureaucratie supposée savoir guider l'avenir des petits États-nations formant la mosaïque européenne. L'Europe était le nom de ce sujet supposé savoir faire en sorte de remédier à la menace de l'insignifiance frappant les survivants de la catastrophe qui avait défait l'Empire européen.

Alexandre Kojève a tenté de donner un soubassement à la transformation de l'État-nation par un agent super-étatique qu'il appelait de ses vœux sous la forme « Empire ». Pour lui, l'uniformisation des modes de vie par la civilisation scientifique ne pouvait se faire sans reste. Il resterait un mode vie différencié résistant aux procédures de l'État universel homogène et scientifique. Entre cet État universel effectif lointain et la fin des Nations, Kojève soutenait que « l'époque est aux Empires », des empires dont l'unité se fonde sur un *mode de vie*. Pour lui, au mode de vie « latin » s'opposent celui de « l'Empire slavo-soviétique » et celui du bloc anglo-saxon, auquel il pense que s'adjoindra très vite l'Allemagne « parce que l'inspiration protestante de l'État prusso-allemand le rapproche des États anglo-saxons modernes, nés eux aussi de la Réforme, et l'oppose aux États slaves de tradition orthodoxe » (14). L'Europe se trouve aujourd'hui divisée, entre les pays du Nord et ceux du Sud, selon une perspective qui correspond assez bien à l'idée de Kojève. Quant à la forme Empire, certains ont pu soutenir qu'après la création de l'euro aux standards du mark allemand (ordolibéralisme et économie néoclassique (15)), puis avec le Traité de Nice de 2001 (préalable à l'élargissement à vingt-sept) faisant entrer dans l'UE tout l'*hinterland* allemand des pays de l'Est, la conduction de fait par la chancelière allemande durant 14 ans n'a donné de logique à l'Europe que celle d'un Empire allemand. Avec pour effet d'accroître sans cesse les disparités entre les pays du Nord et ceux du Sud, sans qu'il soit possible d'infléchir la politique d'un agent supra étatique se vivant comme un véritable oxymore, un Empire démocratique allemand. Davide Tarizzo a mis en valeur cette perspective.

Le moment actuel de l'UE marque précisément la fin de l'époque de cette conduction de fait, car cet Empire a été rejeté aussi bien par le phénomène Brexit que par la montée d'une réaction nationaliste dans tous les États de l'Union. Ferruccio Capelli a bien exposé pour nous les fondements de cette logique.



L'état de la libido de l'Union jugée par elle-même et ses amis

Notre forum de Milan a lieu environ un mois avant l'élection du Parlement européen prévue du 23 au 26 mai 2019, dans les différents pays membres. Les sondages laissent penser que les partis qui se rattachent aux courants nationalistes peuvent recueillir *le quart* des sept-cent-cinq sièges à pourvoir contre le cinquième aujourd'hui. Ces courants nationalistes s'appuient sur le fait que la constitution du « grand marché » a produit un effet paradoxal de

dislocation territoriale à l'intérieur des États. Les écarts de développement économique entre régions riches et pauvres dans chaque État sont maintenant plus élevés que les écarts entre pays (16). Ces écarts sont vécus comme un effet de la mondialisation et donc de l'Europe. Les économistes qui se sont exprimés au cours de ce Forum, que ce soit Carlo Favero, Mario Gilli ou Carmine Pacente, ont montré les contradictions des logiques économiques à l'œuvre.

De plus, « la poussée europhobe à l'intérieur de l'Union se double de défis inédits à l'extérieur » (17). Le 15 juillet 2018, le président des États-Unis a fait passer l'UE du rang d'allié à celui « d'adversaire » et le ministre des affaires étrangères américain, Mike Pompeo, *Secretary of State*, s'est interrogé le 4 décembre dernier à Bruxelles sur l'intérêt des États européens à rester dans l'UE. M. Pompeo n'est pas D. Trump. Il est diplômé *suma cum laude* de Harvard et sorti major de sa promotion de West Point. C'est un dur, mais diplômé et cohérent. Il est suivi par toute une partie de l'élite républicaine américaine, en particulier en ce qui concerne la nécessité d'arrêter la Chine et de mettre l'UE au pas.

Richard Haas, boursier Cecil Rhodes (comme Clinton), docteur en philosophie d'Oxford, auteur de douze livres sur les affaires étrangères, président depuis seize ans du *think tank* républicain Council on Foreign Relations, « décrit une Europe en souffrance politique, sans leadership [...]. Le futur de la démocratie, de la paix et de la prospérité en Europe, si l'on s'arrête à ce moment précis de son histoire, paraît pour le moins incertain » (18). Il considère que l'UE, « trop lointaine, trop bureaucratique, trop inspirée par les élites et depuis trop longtemps, a progressivement perdu toute séduction dans l'imaginaire de ses populations ». Elle est « politiquement et économiquement morcelée » entre le Nord qui marche, le Sud qui souffre et l'Est hésitant. Alain Frachon, qui cite R. Haas, constate son incapacité « à s'entendre sur de vrais grands projets – mise en valeur systématique d'un socle culturel unique ; taxation des GAFA ; harmonisation fiscale au sein des Vingt-Sept ; préparation aux vagues migratoires de demain ; vrai budget européen et investissements dans l'économie du futur. Il n'y a *pas de libido* commune pour ça » (19). C'est bien une question de désir en panne, de libido évanouie.



Le réveil de la libido commune est compatible avec le souhait de préserver le niveau de compétence des États, où des décisions importantes peuvent se prendre, alors que les décisions au niveau des vingt-huit sont si difficiles à prendre. Le nouveau fonctionnement qui peut réveiller la libido doit être compatible avec la scène de ménage et les tensions entre membres. La libido et ses aléas conflictuels, c'est beaucoup plus salubre que la seule concurrence implacablement maintenue au seul niveau de l'utile.

Pour réguler ces différents niveaux de conflit, le Droit positif proprement européen – en lequel Giuliano Spazzali place ses espoirs – sera nécessaire.

Repolitiser l'UE, c'est aussi la libidiniser, alors que le sujet supposé savoir a chuté. Les témoignages de Irene Petronella et Attilio Cazzaniga, de la génération globalisée, connectée, Erasmus-euro, qui ont eu lieu ici, montrent bien que cette libido peut être réveillée. Un nouvel amour pourra-t-il prendre forme et donner un nouveau visage à l'Europe, qu'ils appellent de leurs vœux ?

Texte de l'intervention de clôture prononcée lors du Forum européen « Amour et haine pour l'Europe », Milan, 16 février 2019.

1 : Forum européen « Amour et haine pour l'Europe », Milan, 16 février 2019. Giulia Lami, Vittorio Morfino, Feruccio Capelli, Davide Tarizzo, Gianfranco Mormino, Carlo Favero, Mario Gilli, Carmine Pacente, Giuliano Spazzali, Irene Petronella et Attilio Cazzaniga dont les interventions sont citées dans la présente conférence de clôture, étaient parmi les invités. Cf. site dédié, [ici](#)

2 : Boucheron P., « De l'expérience et de ses passés disponibles », cours du 8 janvier 2019 au Collège de France, disponible sur le site du *Nouvel Observateur*, initialement publié sur [sur le site Entre-temps.net](#)

3 : *Ibid.*

4 : Croce B., cité par Ory P., *Peuple souverain. De la révolution populaire à la radicalité populiste*, Paris, Gallimard, 2019, p. 243.

5 : Confavreux J., « “Gilets jaunes” : la querelle des interprétations », [Médiapart](#), 18 janvier 2019.

6 : Cf. Kauffmann S., « Quel que soit le meurtrier du maire de Gdansk, c'est l'escalade de la haine dans la vie publique qui est en cause », *Le Monde*, 16 janvier 2019.

7 : *Ibid.*

8 : Duhamel A., « Le triomphe de la haine en politique », *Libération*, 9 janvier 2019.

9 : Leclerc A. & Mesre A., « Des “gilets jaunes” devraient présenter une liste aux européennes », *Le Monde*, 25 janvier 2019.

10 : En France, l'une des figures des gilets Jaunes, Étienne Chouart, s'affichait en 2013-2014 avec des complotistes antisémites dans la nébuleuse d'Alain Soral, le glorifiant comme « résistant à l'Union européenne ».

11 : Valéry P., *Variété I & II* (1919), *Œuvres* t. I, coll. Bibliothèque de la Pléiade, p. 995. (chap. « La crise de l'esprit », 2^e lettre)

12 : *Ibid.*, p. 997.

13 : Tocqueville (de) A., *De la Démocratie en Amérique*, t. II, (« Démocratie comme despotisme », 4^e partie, chap. VI), disponible sur le site [Panarchy.org](#)

14 : Kojève A., « L'Empire latin (Esquisse d'une doctrine de la politique française) » (27 août 1945), *La Règle du jeu*, n° 1, 1990, p. 96.

15 : Creel J., Laurent É. & Le Cacheux J., « The Euro at 20 and the futures of Europe », *Social Europe*, 12 décembre 2018, disponible [ici](#) : « *The [euro area] project is a rare example of a strict application of economic doctrines to the build-up of political institutions. Ordoliberalism and new classical economics have shaped institutions and stringent policy rules* »

16 : *Ibid.*

17 : Barochez (de) L., « Dissiper le brouillard européen », *Le Point*, 7 janvier 2019.

18 : Haas R., cité par Frachon A., « L'Union européenne est une joueuse de fond de court », *Le Monde*, 27 décembre 2018.

19 : Frachon A., « L'Union européenne est une joueuse de fond de court », *op. Cit.*



Découvrir le beau et livrer bataille

Discours de réception du prix Roger-Caillois

par Milton Hatoum

Le prix Roger-Caillois, fondé par la Société des amis et lecteurs de R. Caillois au lendemain de la mort de l'écrivain (1978), récompense un auteur latino-américain et un auteur francophone, ainsi qu'un essai. Il a été décerné cette année à Milton Hatoum, Philippe Lançon et Jean-Christophe Bailly. Milton Hatoum a chaleureusement autorisé Lacan Quotidien – qu'il dit connaître et aimer – à publier son discours prononcé lors de la remise de son prix. — Nathalie Georges-Lambrichs

Ce prix (1), qui est tout un honneur pour moi, m'a rappelé 1978, quand j'ai entendu pour la première fois le nom de Roger Caillois. J'étudiais l'architecture à l'Université de São Paulo, et il m'arrivait d'échapper aux classes des professeurs de l'École Polytechnique pour assister aux cours de théorie littéraire et littérature hispano-américaine. Dans la bibliographie d'un cours sur Borges, Cortázar et Guimarães Rosa figuraient les livres *Au cœur du fantastique* et *L'homme et le sacré* de R. Caillois. J'ai lu les œuvres de ces explorateurs de l'imaginaire avec « préalable ferveur et mystérieuse loyauté », comme Borges a défini un classique.

La réflexion sur la nature est au centre de l'œuvre vaste et érudite de R. Caillois ; d'après lui, « l'homme ne s'oppose pas à la nature, il est lui-même nature : matière et vie soumises aux lois physiques et biologiques qui gouvernent l'univers. Ces lois sont génératrices de la beauté. Et le beau n'est pas une invention, mais une lente découverte ».

Cette lente découverte est aussi difficile que laborieuse, mais dès qu'on trouve la beauté, la joie sera pour toujours. Chez R. Caillois, le beau est dans sa poésie, sa réflexion sur les pierres et les insectes, son récit *Ponce Pilate* et dans les essais complexes d'interrelations culturelles. La puissance de son écriture et de son style est partout dans ses textes, où la méditation et l'imagination sont poussées jusqu'au vertige, jusqu'à l'extase.

Dans cette année de 1978, je désirais quitter le Brésil, car une partie de ma génération avait été inquiétée par la dictature. Par chance, j'ai gagné une bourse d'un institut espagnol, j'ai vécu à Madrid et à Barcelone, ensuite je suis venu vivre à Paris, la capitale des expatriés et des exilés.

Aujourd'hui, quarante ans après, beaucoup de Brésiliens veulent quitter leur pays, pas seulement pour des raisons économiques. Je n'aimerais pas mentionner les déclarations du nouveau président, un homme politique très réactionnaire, capable de manipuler et confondre beaucoup de monde. C'est un soir de célébration, non pas de dépression. Mais je voudrais quand même réfuter ce qu'il a dit récemment : « Les Indiens ne sont pas des animaux pour vivre dans les cages d'un zoo ». Il s'agit d'une métaphore grossière pour justifier l'usurpation de terres indiennes et la déforestation de l'Amazonie. Pour les Indiens, la nature est un foyer, pas une cage. Le sophisme du président sert les intérêts de l'agrobusiness : la culture du soja, l'élevage, l'industrie minière.



Dans une lettre datée du 11 novembre 1939 envoyée de Buenos Aires à Jean Paulhan, R. Caillois a écrit : « le racisme ne laisse pas le choix d'être avec lui (Hitler). L'hitlérisme est un idéal qui ne permet pas qu'on y adhère ».

Sans doute, l'actuel contexte politique au Brésil et ailleurs ne se compare guère au totalitarisme nazi. La remontée de l'extrême-droite, pour des raisons différentes, se trouve un peu partout : c'est un phénomène mondial. Néanmoins, je crois fort bien que la démocratie brésilienne, même blessée, voire grotesque, survivra. Mais je dirais que l'idéal politique et le manque de valeurs éthiques du nouveau président ne permettent pas qu'on y adhère.

Récemment, j'ai eu une secrète satisfaction de rigoler – un rire un peu nerveux, j'avoue – lorsque j'ai lu les déclarations de quelques futurs ministres. Au moins deux d'entre eux ressemblent à des acteurs d'une pièce absurde, mélange d'opéra-comique (*l'opera buffa* italien) et de théâtre de la cruauté. Pas moins absurde et nuisible a été le soutien des pasteurs-patrons de plusieurs sectes fondamentalistes néo-pentecôtistes au président élu. Au Brésil, les forces économiques ont trouvé dans l'hallucination évangéliste une alliée puissante.

À l'horizon je vois une espèce de laboratoire du délire, sous la tutelle des militaires et d'une partie de la justice. Ça me rappelle le film *Terre en transe*, de Glauber Rocha. Ou peut-être une version brésilienne post-moderne du film *Le Cabinet du docteur Caligari* ou du *Docteur Mabuse*. Ou encore un récit fantastique, un cauchemar grand comme le Brésil, où une apparition épouvantable s'installe au cœur même de la nation pour apporter la peur au peuple et produire en lui une sorte de panique mentale.

Nous, lecteurs de ce récit, nous nous réveillons dans un asile de fous, dont le directeur est le nouveau président. Ce cauchemar est la réalité elle-même : un scandale, une déchirure, une interruption insolite, presque insupportable dans la vie de 47 millions d'électeurs battus. On dit que des milliers de couples se sont séparés par litige idéologique, et des millions de familles ont craqué ou se sont disputées à bâtons rompus. Imaginez-vous comment seront le dîner de Noël ou la fête de nouvel an de ces familles.

Dans le post-scriptum au récit *Ponce Pilate*, R. Caillois mentionne « l'espérance d'une solidarité universelle effective. Celle-ci, assurément, demeure diluée, incertaine. Dans le meilleur cas, elle reste si complexe qu'il est vain de présumer qu'on puisse jamais en escompter les effets, encore moins les prévoir et même les identifier. Toutefois on peut supposer qu'une telle solidarité existe et en tirer une règle de conduite ».



Les Brésiliens qui sont pour la démocratie et pour une société moins injuste comptent sur la solidarité des Français, qui sera aussi importante qu'elle l'avait été sous la dictature, lorsque des centaines d'exilés politiques ont trouvé refuge dans votre pays.

Au Brésil, la résistance à cette folie sera farouche. Devant une telle menace, il est impérieux d'avoir recours aux arts et à la littérature.

Lorsque j'ai lu *Art poétique*, un des chefs-d'œuvre de R. Caillois, j'y ai trouvé la définition précise du métier d'écrivain. Des années plus tard, j'ai essayé de la suivre dans mon modeste travail de romancier : « J'ai essayé d'avoir l'imagination juste. Je n'ai pas inventé à vide. Je n'ai pas recouru au hasard et aux philtres. Je n'ai dédaigné ni la raison ni l'expérience. Je n'ai pas changé par caprice le sens des mots. Je laisse pourtant les mots plus riches que je ne les ai trouvés. J'ai accru leurs pouvoirs par des rencontres qui restent dans le souvenir ».

Et, pour finir, je cite un bref passage de *Diadorim*, le grand roman de G. Rosa, un écrivain brésilien qu'admirait R. Caillois (traduit par Michel Riaudel) : « Le moindre amour est déjà un pas vers la santé, une trêve dans la folie [...]. Ah, pour le plaisir et pour être heureux, nous, il nous faut tout savoir, se former l'âme, dans la conscience. [...] Notre chemin à nous, il est toujours pentu, dégringolant. Mais aussi, choir, ça ne nuit à personne — on se relève, on grimpe, on revient ! Dieu dégringole ? Voyez et regardez donc. Est-ce que j'ai peur, moi ? Non. Je livre bataille. »

1 : Avant de lire le texte qu'il avait préparé pour la cérémonie, l'auteur remerciait Alain Rouquié, président de la Maison de l'Amérique latine, les membres du jury du prix Caillois, le président du Pen Club français, ainsi qu'Alzira Martins et l'équipe d'Actes Sud, son traducteur Michel Riaudel, ses amis et lecteurs. Il félicitait Philippe Lançon et Jean-Christophe Bailly.



Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur

1, avenue de l'Observatoire, Paris 6^e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6^e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).

Rédactrice en chef : Virginie Leblanc avec Pénélope Fay (virginie.leblanc@gmail.com ,
faypenelope@gmail.com).

Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.

Maquettiste : Luc Garcia.

Relectures : Sylvie Goumet, Michèle Rivoire, Pascale Simonet, Anne Weinstein.

Électronicien : Nicolas Rose.

Secrétariat : Nathalie Marchaison.

Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.

Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Virginie Leblanc ; Eve Miller-Rose.

pour accéder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI